

Le Burundi dément être en situation de "cessation de paiement"

@rib News, 30/05/2016 â€“ Source Xinhua Le Burundi "n'est pas du tout en situation de cessation de paiement", a rassuré lundi l'opinion nationale et internationale Domitien Ndiwokubwayo, ministre burundais en charge des Finances, du Budget et de la Privatisation, depuis le 18 mai dernier. Le ministre Ndiwokubwayo, lors d'un entretien avec Xinhua dans son cabinet de travail, s'est inscrit en faux contre une opinion "inquiétante" propagée depuis l'éclatement de la nouvelle crise politico-sécuritaire burundaise d'avril 2015, en ce qui concerne le risque que le Burundi encoure sur la cessation de paiement. [Photo : Siège du ministère des Finances]

"Ces bruits, qui ont commencé à courir vers juillet 2015 en contradiction avec les faits, étaient intenses. Car, jusque maintenant, les fonctionnaires de l'Etat continuent d'être payés et les projets sur lesquels le Burundi travaillait, continuent d'être réalisés. D'où, je n'ai pas de doutes que même demain et après-demain, le Burundi continuera d'être payé ses fonctionnaires et de réaliser des projets initiaux pour le bien-être de la population", a-t-il précisé. Jusqu'à sa nomination au poste de ministre des Finances le 18 mai dernier, M. Ndiwokubwayo était commissaire général de l'Office burundais des recettes (OBR). Cet office, grâce aux impôts et taxes collectés, participe à l'alimentation régulière du budget burundais de fonctionnement. "Comme l'OBR continue d'enregistrer aujourd'hui de très bonnes performances, cela montre que si les Burundais continuent de travailler d'arrache-pied, il est possible aussi que demain, ces bruits n'aient pas de raison d'être", a-t-il insisté. Le ministre Ndiwokubwayo a profité pour interpeller ses compatriotes, à ne pas baisser les bras en évitant de succomber devant de telles opinions "alarmistes" sur les craintes de cessation de paiement. "Plutôt il faut redoubler d'efforts dans le travail, pour que, l'Etat burundais puisse, en plus d'un paiement régulier des fonctionnaires et de la réalisation de quelques projets, soit même capable de projeter les Burundais dans un avenir radieux pour tous", a-t-il recommandé. S'agissant des relations entre les partenaires internationaux et le Burundi en tant que pays post-conflit, le nouveau ministre burundais des Finances a encore besoin d'être soutenu par la communauté internationale. Il a nuancé, toutefois, en affirmant que "le Burundi a besoin aussi, d'être respecté dans sa dignité et sa souveraineté". Les partenaires et autres investisseurs potentiels sont les bienvenus au Burundi, a-t-il signalé également en faisant remarquer que son pays offre beaucoup d'opportunités d'investissement, notamment au niveau des ressources naturelles. Sur une question de savoir les éléments incitatifs que le Burundi peut offrir aux investisseurs, le ministre Ndiwokubwayo a estimé que le gouvernement burundais doit travailler sur le cadre légal afin qu'il soit propice aux investisseurs et sur la remise au niveau des ressources humaines. "Je pense bien que le Burundi est encore vierge en matière d'investissement, car, beaucoup de domaines sont encore à explorer pour autant que les investisseurs potentiels aient accès à des informations suffisantes sur les opportunités existant dans le pays", a-t-il souligné. Sur une question relative à l'évolution de la coopération économique-financière avec l'Union Européenne (UE) dont les appuis financiers directs en faveur du Burundi ont été suspendus depuis le 14 mars dernier, le ministre Ndiwokubwayo a indiqué que cette décision de l'UE ne signifie pas que tout est gelé. Il a estimé que l'amélioration de la situation politico-sécuritaire au Burundi, pourrait pousser les partenaires traditionnels de l'UE à revoir leur position en relançant la coopération. "Nous pensons bien que ce n'est pas une décision définitive, mais qu'elle revêt un caractère provisoire, car, tout dépendra aussi de l'évolution de la situation au Burundi dans les mois et années à venir", a-t-il expliqué.